



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/1997/L.62
20 septembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la session de fond de 1997
New York, décembre 1997
Point 7 d) de l'ordre du jour
provisoire*

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES
SUBSIDIAIRES : DROITS DE L'HOMME

Extrait du rapport du Comité des droits économiques,
sociaux et culturels sur sa seizième session (Genève,
28 avril-16 mai 1997)**

Chapitre I

PROJETS DE DÉCISIONS RECOMMANDÉS AU CONSEIL ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL POUR ADOPTION OU PORTÉS À SON ATTENTION

A. Projets de décisions

PROJET DE DÉCISION I

Session extraordinaire supplémentaire du Comité des
droits économiques, sociaux et culturels

Le Conseil économique et social, préoccupé par l'accumulation des rapports en souffrance dont l'examen par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels prendra jusqu'à trois ans, compte tenu de la procédure actuellement en vigueur, se félicitant de l'adoption par le Comité, à sa seizième session, en mai 1997, d'une série de réformes supplémentaires destinées à améliorer et à accélérer la procédure d'examen des rapports, approuve, à titre exceptionnel, la tenue, en 1998, d'une session supplémentaire du Comité d'une durée de trois semaines ainsi que d'une réunion d'une durée d'une semaine du Groupe de travail de présession.

* E/1997/109.

** Le rapport complet sera publié en tant que Documents officiels du Conseil économique et social, Supplément No 2A (E/1997/22/Add.1).

PROJET DE DÉCISION II

Tenue de la dix-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels à New York (16 novembre-4 décembre 1998)*

Le Conseil économique et social, notant que la tenue de sessions ponctuelles à New York permettrait de renforcer l'efficacité des travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et de les rehausser, approuve la tenue de la dix-neuvième session du Comité à la fin de l'année 1998 à New York.

PROJET DE DÉCISION III

Paieement d'honoraires aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Le Conseil économique et social, rappelant ses décisions 1993/297 du 28 juillet 1993 et 1995/302 A du 25 juillet 1995 par lesquelles il a approuvé le versement d'honoraires à chaque membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, notant que cette demande avait été transmise à l'Assemblée générale en 1993 et 1995 et qu'aucune suite ne lui a été donnée, notant en outre que des honoraires sont versés aux membres du Comité des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits de l'enfant, demande à l'Assemblée générale de remédier rapidement à cette situation en approuvant le versement d'honoraires, à partir de 1997, aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

B. Décision portée à l'attention du Conseil économique et social

Réunion extraordinaire du Groupe de travail de présession
du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
(20-24 avril 1998)

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, soulignant l'importance qu'il attache à l'adoption d'observations générales, notant que depuis sa création, en 1987, il n'a pu adopter que sept observations générales, rappelant sa décision de mai 1997 visant à commencer la rédaction d'un ensemble d'observations générales que le Comité examinerait et adopterait dans les deux ans, ayant conclu que la manière la plus efficace de procéder était de charger

* Concernant le projet de décision II, les membres du Conseil économique et social sont invités à se référer aux paragraphes 9 à 11 du document E/1997/L.44 (Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur sa seizième session : incidences administratives et incidences sur le budget-programme des projets de décision recommandés pour adoption par le Conseil), où il est indiqué qu'il ne sera pas possible d'accueillir la dix-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels à New York du 16 novembre au 4 décembre 1998 et que compte tenu du projet de calendrier des conférences pour 1998, la dix-neuvième session du Comité pourrait être organisée à New York en août 1998.

un groupe de travail de se livrer à un examen préliminaire minutieux des projets présentés par les membres du Comité :

a) Décide d'organiser, à titre exceptionnel et dans la limite des ressources disponibles, la réunion d'un groupe de travail spécial composé de cinq membres désignés à cet effet, pendant la semaine précédant sa dix-huitième session, en avril 1998;

b) Demande au Conseil économique et social d'envisager d'approuver ladite décision.

Chapitre II

BILAN DES TRAVAUX DE LA SEIZIÈME SESSION : RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ D'EXAMINER LA QUESTION DES RÉFORMES DE PROCÉDURE

1. À sa seizième session, le Comité a créé un groupe de travail officieux qui s'est réuni les 13 et 14 mai 1997 pour étudier l'opportunité d'engager des réformes de procédure compte tenu des échanges de vues auxquels il avait été procédé en séance plénière pendant la journée de débat général le 12 mai. Sur la base des propositions que le Groupe de travail lui a soumises, le Comité a adopté le schéma de synthèse ci-après:

A. Deux principaux problèmes à résoudre

1. Accumulation des rapports en souffrance

2. L'accumulation des rapports en souffrance est inacceptable pour plusieurs raisons :

a) Étant donné le nombre des rapports en souffrance, et dans la mesure où il procède par ordre chronologique, le Comité ne peut espérer examiner les rapports des pays qu'avec un retard d'au moins deux ans;

b) Au fur et à mesure que de nouveaux rapports seront soumis, les retards ne feront que s'aggraver;

c) Cette situation pose des difficultés considérables aux États parties;

d) Lorsque les rapports en souffrance seront enfin examinés, il est très probable qu'ils exigeront une forte mise à jour;

e) Les institutions spécialisées, les ONG et les autres organismes concernés par le rapport ne peuvent pas s'organiser correctement dans ces circonstances.

3. En conséquence, il convient d'étudier toutes les solutions possibles. Toutefois, les méthodes de travail ne doivent pas être améliorées aux dépens de la qualité de la procédure d'examen des rapports ou du dialogue mené avec les États parties.

2. Un dialogue trop diffus

4. Sous sa forme actuelle, le dialogue est souvent trop diffus, mal centré, de sorte que les représentants qui souhaitent répondre au Comité de manière constructive ont du mal à le faire tandis que ceux qui préfèrent se borner à des généralités et des abstractions n'éprouvent aucune difficulté.

5. Il y aurait plusieurs avantages à prendre des mesures propres à recentrer le dialogue :

a) Cela permettrait de se faire à l'avance une idée plus nette des principales questions à examiner;

/...

b) Le Comité pourrait faire la preuve de sa bonne connaissance du sujet, ainsi que de sa volonté et de sa capacité d'examiner les thèmes retenus en profondeur;

c) Il serait plus facile d'obtenir des institutions spécialisées et des ONG des données précises et actualisées sur des thèmes particuliers;

d) Cela permettrait à l'État dont le rapport est à l'examen d'envoyer plus souvent les représentants les plus qualifiés;

e) Le Comité pourrait établir des observations finales plus claires et plus précises, et, partant, communiquer à l'État partie, aux ONG et aux médias l'état exact de la situation et de se donner les moyens d'assurer un suivi beaucoup plus efficace.

B. Initiatives à moyen terme

1. Session supplémentaire

6. Le Comité demandera au Conseil économique et social de l'autoriser, à titre exceptionnel, à tenir une session supplémentaire en 1998 pour étudier les rapports en souffrance.

2. Plan d'action

7. Le Comité prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les États parties et toutes les autres parties intéressées d'appuyer le plan d'action proposé et de contribuer à ce qu'il devienne opérationnel d'ici au début de 1998.

3. Suppression des rapports complets

8. Le Comité note les divers points forts de la proposition tendant à ce que les rapports périodiques complets (à l'exclusion des rapports initiaux) soient remplacés par des rapports portant sur une courte liste de questions établie à l'avance par le Comité. Le détail de cette proposition a été étudié dans le cadre de la journée consacrée au débat général.

9. Sans préjudice de toute décision définitive qui pourrait être prise, le Comité continuera d'étudier les moyens de mettre cette idée en pratique et de réfléchir sur les manières possibles de passer des arrangements actuels au système envisagé.

C. Mesures particulières à adopter à court terme

10. Le groupe de travail de présession s'efforcera d'adopter des listes thématiques restreintes contenant des questions mieux ciblées. Ces questions devraient refléter les problèmes propres au pays à l'examen, tels que définis par le groupe de travail sur la base des rapports de synthèse établis à l'avance par le Secrétariat.

11. Les listes de questions se diviseront en deux parties : la première rendra compte des préoccupations prioritaires (quatre à cinq thèmes en moyenne, regroupant plusieurs questions), et la seconde portera sur d'autres questions à aborder au cours du dialogue si le Comité dispose de suffisamment de temps. Des réponses écrites seront toutefois exigées pour toutes les questions relevant des deux parties. L'État sera prié de fournir une série d'annexes au titre des questions figurant dans la première partie afin que le Comité dispose des éléments d'information nécessaires pour étudier la question plus en profondeur.

12. Le Comité formulera une question relative à l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à sa diffusion et aux mesures de suivi au niveau national, qui pourra être posée, le cas échéant, si la situation de l'État concerné l'exige.

13. Le Comité soulignera par tous les moyens l'importance qu'il y a à recevoir des réponses écrites suffisamment tôt avant la session, et d'en assurer la traduction. À cet effet, le Comité adressera une note, par l'intermédiaire de son secrétariat, aux services de conférence, soulignant l'importance de ces traductions et demandant qu'elles soient planifiées et inscrites au budget. Le Comité devrait souligner la perte de temps et d'argent que constitue la non-présentation de réponses.

14. Le Comité aura davantage recours à la limitation du temps de parole afin de structurer et de discipliner le dialogue, mais les limites réelles du débat varieront au cas par cas en fonction de ce que le Comité jugera nécessaire pour tel ou tel dialogue.

15. Le Président expliquera les préférences du Comité a) dans une note qui devra être communiquée à l'avance aux délégations et b) oralement au début de chaque dialogue. Il faudra souligner la nécessité de parvenir à un bon équilibre entre les renseignements d'ordre théorique (tels que le cadre juridique) et la situation réelle dans le pays.

16. Le Président et divers membres interviendront succinctement dès que le dialogue semblera se perdre dans des digressions, lorsque les réponses seront trop longues ou lorsqu'elles ne seront pas suffisamment ciblées et précises.

17. Pour ce qui est des questions posées, les membres devraient éviter autant que possible a) de soulever des questions sortant du champ des dispositions du Pacte, b) de répéter des questions déjà posées ou auxquelles une réponse a déjà été apportée, c) de rallonger inutilement la liste des questions relatives à un quelconque thème, et d) de parler plus de cinq minutes lors d'une intervention.

18. Les membres devraient davantage s'efforcer, en collaboration avec le secrétariat, de rédiger des observations finales précises, spécifiques et distinctives.

19. Le Comité s'efforcera d'adopter ses observations générales à un rythme plus rapide. Il a retenu les domaines prioritaires ci-après et chargé certains membres de procéder à la rédaction des projets : application du Pacte au niveau national (un projet a déjà été établi par MM. Pillay, Riedel et Texier); le droit à la santé (un avant-projet a été entrepris par M. Alston); l'égalité

/...

entre les sexes pour ce qui est du respect des droits économiques, sociaux et culturels (Mme Dandan, M. Rattray); le droit à l'alimentation (M. Alston), le droit à l'éducation (MM. Alston, Riedel et Grissa); et les droits culturels (Mme Dandan et M. Sadi). À cet effet, il sera demandé que soit étudiée la possibilité de convoquer avant la session de mai 1998 un groupe de travail supplémentaire chargé de procéder à l'examen initial des projets.

20. Le Comité a remercié Mmes Jimenez et Dandan pour leurs travaux sur la révision des directives pour la présentation des rapports et rendra compte de la question à sa session de mai 1998.

21. Il faudrait faire preuve de souplesse dans la composition des groupes de travail et chercher à répondre aux besoins plutôt qu'à obéir strictement au principe du roulement géographique.

22. Les délais à respecter pour la diffusion des rapports auprès des membres devraient être clairement stipulés et les travaux confiés aux groupes de travail devraient être arrêtés pour les trois sessions à venir, afin que le nom du rapporteur du pays de chaque rapport examiné soit connu de tous. Tous les membres sont invités à envoyer des renseignements et des questions potentielles aux rapporteurs de pays avant les sessions des groupes de travail.

23. Dans les cas où tel ou tel membre est en mesure d'assurer les fonctions de rapporteur de pays, mais où il ne peut assister à la session du groupe de travail, l'intéressé sera désigné comme rapporteur de pays associé, il établira le projet initial de liste de questions et sera chargé de la préparation des observations finales. La mise au point définitive de la liste sera confiée à un membre du groupe de travail.

Chapitre III

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME
ET COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS :
PROGRAMME D'ACTION VISANT À RENFORCER L'APPLICATION DU
PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

INTRODUCTION

1. Le présent programme d'action a été élaboré à la demande du Comité des droits économiques, sociaux et culturels. À sa quinzième session, le Comité a reconnu qu'il était capital d'adopter un programme complet qui serait transmis au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour que tous les organes pertinents qui s'occupent des droits de l'homme puissent l'examiner. Le programme proposé prend pleinement en compte les débats qui ont eu lieu au cours des sessions successives du Comité et est conçu de manière à s'assurer que l'engagement visant à promouvoir le respect du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du rôle de premier plan que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels doit jouer à cet égard est dûment tenu.

2. L'année 1996 a marqué le trentième anniversaire de l'adoption du Pacte, le vingtième anniversaire de son entrée en vigueur et la fin de la première décennie d'activité du Comité.

I. L'ENJEU

3. Les droits économiques et sociaux sont reconnus dans nombre de grands instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tout particulièrement la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant. Mais le Pacte, signé par 135 États parties, demeure la première pierre de cet édifice.

4. Le défi qui consiste à donner corps aux droits économiques, sociaux et culturels reste énorme, non seulement parce que si peu a été fait par la communauté internationale jusqu'à présent, mais encore en raison de la complexité des questions à aborder. Cette complexité tient non seulement à la nature même de ces droits mais aussi aux criantes inégalités de développement économique, à l'incidence de la "mondialisation" sur les économies nationales et au retrait croissant de l'État. Les difficultés à résoudre ne font toutefois que souligner l'importance qu'il y a à élaborer des approches plus efficaces, nuancées et constructives en vue de promouvoir ces droits. Un monde dans lequel les droits économiques, sociaux et culturels sont négligés ne saurait demeurer longtemps un monde où s'épanouissent les droits civils et politiques. Les hypothèses fondamentales qui servent d'assise au régime international des droits de l'homme risquent donc de s'effondrer si l'on n'adopte pas une ligne de conduite équilibrée.

5. L'élément central de l'action internationale visant à promouvoir ces droits est le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. C'est le seul organe du système des Nations Unies qui soit entièrement consacré à leur défense. Il a pour mission de coopérer tant avec les États parties au Pacte qu'avec les divers organes et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies concernés par les droits économiques, sociaux et culturels. Le fait que le Comité joue un rôle central est reconnu depuis longtemps dans la sphère des droits de l'homme et est de mieux en mieux admis dans le reste du système. Son rôle a été tout particulièrement mis en avant lors du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, mars 1995), de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (Istanbul, juin 1996) ("il conviendrait de souligner le rôle important du Comité ... dans le suivi [du Pacte] ... par les États parties"¹) et du Sommet mondial de l'alimentation (Rome, novembre 1996) (qui a invité le Comité "à accorder une attention particulière [au] Plan d'action" et à aider "à mieux définir les droits concernant la nourriture figurant à l'article 11 du Pacte et à proposer des moyens d'appliquer et de matérialiser ces droits"²).

6. Si l'on veut qu'à l'avenir le Comité soit efficace dans l'aide qu'il fournit aux gouvernements pour promouvoir le respect des droits économiques, sociaux et culturels, il faut lui donner la possibilité de bâtir sur les fondations qu'il a posées au cours de sa première décennie d'existence. L'expérience montre qu'il faudra pour cela lui apporter un soutien de trois types : a) un appui fonctionnel pour faciliter ses travaux avec les États parties concernant le processus d'établissement des rapports; b) un appui analytique pour lui permettre de contribuer efficacement aux diverses activités qu'il est de plus en plus souvent amené à exécuter; c) des compétences techniques et un appui général pour lui permettre de travailler de façon constructive avec les États parties et les institutions des Nations Unies ainsi que d'autres entités, s'agissant de donner suite à ses recommandations, dont le but est de renforcer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

7. Tenant compte du poids particulier qu'ont les droits économiques, sociaux et culturels dans le mandat que lui a donné l'Assemblée générale, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué qu'il attachait une très grande importance à l'exécution d'un programme d'action concernant le Comité.

II. ASSISTANCE REQUISE

8. En ce qui concerne ses procédures de collaboration avec les États parties, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a été le plus novateur de tous les organes de suivi des traités et a exploré diverses méthodes tendant à réduire la charge que constitue l'établissement de rapports pour ceux-ci. Nombre de ces innovations de procédure et autres ont par la suite été adoptées par d'autres organes de suivi des traités et ont été très favorablement accueillies par la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Néanmoins, le Comité n'a pas été en mesure de tirer le meilleur parti de ses propres efforts car il ne disposait pas des services d'un personnel spécialisé. Plus que d'autres organes conventionnels, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels est appelé à traiter de

/...

questions particulièrement complexes, auxquelles on ne prête guère attention sous l'angle de l'étude de droits particuliers dans les autres rouages du système international. Il ne l'a fait jusqu'à présent qu'avec l'assistance d'un seul fonctionnaire du Centre pour les droits de l'homme.

9. Il est donc proposé de renforcer l'aide que fournit le Centre pour les droits de l'homme au Comité, en nommant trois fonctionnaires possédant une connaissance spécialisée de l'éventail de questions dont s'occupe le Comité. Deux de ces personnes seraient engagées à la classe P-4, et ce pour une période initiale de trois ans. On procéderait à des examens annuels ainsi qu'à une évaluation globale à la fin de cette période de trois ans, en vue d'évaluer l'efficacité du programme. On estime qu'il faudrait prévoir pour cela un budget de 435 728 dollars par an sur ces trois ans (voir annexe au présent chapitre).

III. ACTIVITÉS PARTICULIÈRES DEVANT ÊTRE APPUYÉES

A. Appui au processus d'établissement des rapports

10. Le Comité doit résorber un arriéré important de rapports d'États parties qui attendent d'être examinés. Il examine diverses méthodes qui lui permettraient de traiter les rapports plus rapidement, mais il lui faudra pour cela des effectifs supplémentaires afin de maintenir la qualité du processus d'établissement. Un appui lui est particulièrement nécessaire pour établir l'analyse préliminaire des rapports des États parties qu'il doit examiner (ou, dans le cas d'une nouvelle procédure remplaçant le processus existant d'établissement des rapports périodiques, pour dresser la liste de questions pour lesquelles un rapport est demandé). De très nombreuses informations sont disponibles, d'une manière générale, en ce qui concerne les mandats d'ordre économique et social, mais il faut des compétences techniques considérables pour retrouver les informations les plus pertinentes et, plus important encore, pour les analyser dans le cadre juridique du Pacte. Une telle assistance aiderait aussi le Comité à dégager les zones d'action prioritaires et à mettre au point des recommandations constructives. Le personnel en renfort ne se verrait pas confier les fonctions du service de base dont s'acquitte déjà le Centre pour les droits de l'homme.

B. Appui analytique

11. Le Comité est appelé à suivre un large éventail de questions dans l'ensemble du système des Nations Unies et doit être en mesure de tenir compte des faits nouveaux qui ont une incidence sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le concours de spécialistes lui est nécessaire pour pouvoir se mettre en rapport avec les autres institutions intéressées, dégager et analyser les tendances nouvelles et effectuer les travaux de recherche sur lesquels fonder les orientations à adopter quant aux principales questions dont il doit traiter. Le Comité serait aussi en mesure d'exploiter plus efficacement les informations fournies par les rapports des rapporteurs spéciaux et les mécanismes axés sur certains centres d'intérêt, ce qui permettrait de renforcer la coordination et d'éviter les doubles emplois.

C. Suivi

12. Les articles 22 et 23 du Pacte confèrent une importance particulière à l'identification des activités de coopération technique et autres qui concourent à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité n'a pas pu, faute d'assistance, prêter une attention suffisante à cet aspect de ses travaux. Il serait donc en mesure d'oeuvrer de façon plus constructive avec diverses institutions des Nations Unies, de dégager des propositions de services consultatifs plus finement adaptées et de procéder à un meilleur suivi. Le Comité s'efforcerait aussi d'aider les États tant en ce qui concerne l'établissement de rapports que le suivi, grâce à l'organisation d'ateliers ayant pour objet d'aider les fonctionnaires nationaux et de cours de formation destinés aux divers partenaires sociaux à l'échelon national.

Annexe

ESTIMATION PROVISOIRE DES COÛTS (chiffres de 1997)

(En dollars des États-Unis, par an)

Renfort en personnel

2 P-4*	285 600
--------	---------

Exécution et coopération technique

Ateliers visant à aider les fonctionnaires nationaux dans leurs activités d'établissement de rapports et de suivi; cours de formation dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels	<u>100 000</u>
--	----------------

Total partiel	385 600
---------------	---------

Dépenses d'appui au programme de l'ONU (13 %)	<u>50 128</u>
---	---------------

TOTAL	<u><u>435 728</u></u>
-------	-----------------------

* Cette classe a été choisie du fait du degré de spécialisation exigé des intéressés. Une aide supplémentaire pourra être fournie au moyen de la nomination d'un ou plusieurs experts associés (administrateurs auxiliaires stagiaires).

Chapitre IV

DÉCISION ADOPTÉE À LA 26^E SÉANCE, TENUE LE 16 MAI 1997 :
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

1. À sa 1^{re} séance, tenue le 28 avril 1997, le Comité a été informé par une note verbale datée du 23 avril 1997 qui émanait du Représentant permanent de la République dominicaine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève que le Gouvernement dominicain avait accepté l'offre que lui avait faite le Comité d'envoyer deux de ses membres dans son pays afin de poursuivre le dialogue avec lui sur les thèmes retenus par le Comité à ses cinquième, septième et quinzième sessions. Par la suite, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la République dominicaine a confirmé dans une note verbale datée du 25 avril 1997 que le Comité était invité à se rendre dans le pays "pour observer sur place la situation des droits économiques, sociaux et culturels".

2. Le Comité a chaleureusement remercié le Gouvernement de la République dominicaine de la coopération qu'il a bien voulu lui apporter.

3. Comme suite à des échanges de vues sur l'organisation de la mission, le Comité a décidé ce qui suit :

a) Le Comité sera représenté par deux de ses membres – M. Philippe Texier et M. Javier Wimer Zambrano – qui seront assistés pendant la mission d'un fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme/ Centre pour les droits de l'homme;

b) La mission devra avoir lieu de préférence en septembre et, dans tous les cas, avant la dix-septième session du Comité (novembre 1997);

c) La mission, qui devra porter principalement sur le respect du droit au logement (art. 11 1) du Pacte), pourrait également tenir compte des autres questions soulevées par le Comité dans les observations finales préliminaires qu'il a adoptées à sa quinzième session, en décembre 1996, sur le troisième rapport périodique de la République dominicaine;

d) La mission devra procéder à des visites sur le terrain et organiser des rencontres avec les fonctionnaires gouvernementaux compétents ainsi qu'avec des particuliers et des groupes venant de tous les secteurs de la société civile;

e) M. Texier devra être chargé, avec l'accord de M. Wimer, de l'établissement d'un rapport écrit et de sa présentation au Comité à sa dix-septième session, qui se tiendra du 17 novembre au 5 décembre 1997. Ce rapport devra être examiné conjointement avec le troisième rapport périodique de la République dominicaine;

f) Le projet de rapport devra être examiné par le Comité en séance privée et adopté ultérieurement aux fins de publication;

g) Le Secrétariat devra prendre une part importante dans la préparation de la mission, en particulier pour ce qui est d'obtenir et d'analyser des

/...

données pertinentes. Le Secrétariat devrait demander des renseignements à toutes les sources compétentes et devrait demander en particulier tous les rapports ou autres éléments d'information que pourraient lui fournir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), l'Organisation internationale du Travail (OIT), d'autres organismes du même type et des organisations non gouvernementales.

Notes

¹ A/CONF.165/14, chap. I, résolution 1, annexe II, par. 233.

² Rapport du Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996, première partie (Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1997), appendice, par. 61 c) et e).
